

POLITIQUE

CAP SUR
LE SOCIAL

SOMME Le conseil départemental vote un budget à forte connotation sociale.

Un budget à connotation franc-chement sociale, ou comment couper l'herbe sous le pied de son opposition en la privant de son créneau... Stéphane Haussoulier, tout récent président du Département – il a remplacé Laurent Somon qui a été élu sénateur – n'a pas tardé à imprimer sa marque. Plus d'argent pour le handicap, davantage de crédits pour l'insertion sociale, les collégiens, l'aide sociale à l'enfance, des fonds pour la généralisation de l'éclairage public à LED... Au moment où la collectivité s'apprête à adopter son budget 2021 – la session budgétaire débute ce lundi – Stéphane Haussoulier rappelle que le Département ne s'interdit aucune action qui irait dans le sens de l'intérêt des habitants, y compris quand elle ne relève pas des attributions strictes du Département. Voici quelques mesures emblématiques qui posent le nouveau cadre.

1 ACCOMPAGNER LE HANDICAP, UNE PRIORITÉ

« Les personnes en situation de handicap sont aussi celles qui souffrent le plus de l'exclusion sociale... C'est une priorité de lutter contre cet état de fait... » Le Département créera 44 places supplémentaires en établissements spécialisés pour éviter aux parents de s'adresser à la Belgique. Unique bémol : si le Département est disposé à cofinancer ces places en mettant 1,5 M€, c'est l'ARS et donc l'État qui décide. Et l'État a du mal à dépenser... On notera aussi un crédit de 200 000 € en faveur de l'habitat inclusif et 355 000 € d'aides à la parentalité des handicapés. En tout, la politique d'accompagnement du handicap bénéficiera de 3 M€ supplémentaires pour une dépense totale de 71 M€.

2 L'ENFANCE, PRIORITÉ BIS

Des places supplémentaires en famille d'accueil et en crèche avec une politique censée favoriser les familles les plus modestes, celles qui ont souvent du mal à avoir accès aux crèches. Un système pervers incite les structures à donner parfois priorité aux familles qui payent le plus cher...

Le Département entend aussi s'attacher au problème des jeunes majeurs. Sur les 1700 enfants placés, trop de jeunes se retrouvent à la rue lorsqu'ils atteignent leur majorité. Le Département consacrera 1M€ à régler la question de l'habitat et à la mise en place de vrais projets professionnels. Un accueil temporaire, une vie collective encadrée... Il s'agira de mobiliser le tissu associatif pour porter les projets.

3 LA MAIN DANS LA MAIN AVEC PÔLE EMPLOI

« C'est au Département de s'imposer comme un acteur essentiel de l'insertion professionnelle » ; Stéphane Haussoulier annonce la création de 15 postes supplémentaires de travailleurs sociaux (il en existe déjà 15) qui œuvreront de concert avec les conseillers de Pôle emploi. Un début ? « Si Pôle emploi en crée 30, nous en mettrons 30. S'il en faut 50, nous en mettrons 50... » En tout, 1000 demandeurs d'emploi pourront dans un premier temps bénéficier d'un accompagnement global portant autant sur leur projet professionnel et les savoir-faire, que sur leur « savoir-être ».

4 AUTANT D'EMPLOIS AIDÉS QUE DANS LE NORD

400 emplois aidés en plus des 200 existants, dont une bonne part dans le secteur marchand... « C'est aussi une aide indirecte que nous

UN BUDGET « ÉLECTORALISTE »

Est-ce le signe avant-coureur qu'il pourrait passer la main après 35 ans dans l'assemblée départementale ? Lors d'un point de presse qui s'est tenu vendredi, Francis Lec (PS), était seul pour dire les critiques du principal groupe d'opposition à ce projet de budget 2021 qui sera débattu du 11 au 15 janvier à Amiens. Et ce, alors même que les différentes formations de gauche multiplient rencontres et conciliabules pour être en ordre de bataille lors des élections prévues en juin. Sans surprise, il qualifie ce budget de « prématuré, électoraliste et open bar (...) Sur la forme, le président Haussoulier a tourné la page de l'ère Somon et la démocratie du conseil départemental respire mieux. Mais il veut que sa majorité l'emporte dans quelques mois et il lâche du lest. » Paradoxalement, alors qu'il n'avait de cesse de dénoncer la « cagnotte » constituée par Laurent Somon lors des précédents exercices (« presque 132 M€ ! »), il se fait désormais le



Stéphane Haussoulier : « Je ne m'intéresse à aucune intervention qui irait dans le sens de l'intérêt des habitants ».

apportons aux entreprises du Département », explique le Président. Ces emplois seront cofinancés avec l'État, les aides s'éleveront à 40 % au total. In fine la Somme en comptera autant que dans le Nord avec ses 3 millions d'habitants.

5 MIEUX RÉMUNÉRER LES AUXILIAIRES DE VIE

Doullens, Saint-Riquier, Dommart-en-Ponthieu, Cagny, Nesle, Acheux, Amiens... Plusieurs EHPAD bénéficieront d'une rénovation ou reconstruction (pour un total de 1,5 M€) mais surtout, le Département compte investir massivement dans l'amélioration

des conditions de rémunération des auxiliaires de vie (+1M€). Et pour être sûr que cette manne ira bien à la revalorisation des salaires, les associations prestataires qui en bénéficieront devront contractualiser avec la collectivité sur le sujet.

« Jamais nous n'avons autant dépensé pour les collégiens dans le département » ; cinéma, livre, licence dans un club sportif... Tous les collégiens de la Somme bénéficieront d'un chèque prépayé d'un montant de 80€. 35 000 bé-

chante d'une certaine orthodoxie budgétaire. Pour lui, ce budget engage « une hausse vertigineuse de dépenses de fonctionnement » et il ne prend pas en compte les « défaillances à venir de l'État » dont les dotations risquent de baisser. Il s'inquiète même de « l'effondrement de l'épargne brute » de la collectivité, qui selon lui passe « de 84M € en 2020 à une prévision de 33M € en 2021 ». Quant au plan de relance Covid, non seulement il est jugé « insuffisant » mais il se caractérise par un grand écart entre l'affichage (50M €) et les opérations réellement engagées. Bref, pour lui le salut passe par une « Gauche rassemblée où le PS ne doit pas se montrer hégémonique ». Celle-ci présentera son projet « dans quelques semaines ». Quant à sa décision personnelle de se représenter ou pas dans son canton d'Amiens-Nord, il l'annoncera « fin janvier-début février ».

700 M€

Le budget qui sera voté cette semaine dépassera pour la première fois la barre des 700 M€ (+5 % par rapport à celui de 2020), dont 579 M€ pour le fonctionnement. A noter qu'aucune des politiques menées précédemment ne verra ses crédits baisser.

néficaires au total pour un coût de 2,8 M€.

7 LA LUMIÈRE VIENDRA DES LED

40 % de subvention départementales auxquelles s'ajoutent 20 % de subvention de la Fédération départementale de l'Énergie... Pour les communes qui veulent passer à l'éclairage public à LED – nettement moins gourmand en électricité – c'est le moment où jamais. Idem pour celles qui envisagent la vidéoprotection, notamment en milieu rural où il n'existe aucune aide d'État et où la gendarmerie réclame à cor et à cri des caméras. Mais cette aide n'a pas vocation à s'inscrire dans la durée : « S'il faut mettre plus que le million d'euros que nous avons budgété nous le ferons. Mais il ne faudra pas venir demander dans cinq ou dix ans. Ça se fera tout de suite ou pas. » Un nouveau style présidentiel qui décoiffe un peu. ■

PHILIPPE FLUCKIGER

GL001.

Extrait du journal Courrier Picard - Lundi 11 janvier Page:10/11

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)